 Note d’information

Situation économique nationale au troisième trimestre 2024

**L’arrêté des comptes nationaux du troisième trimestre 2024 fait ressortir une amélioration de la croissance économique nationale, qui s’est établie à 4,3 % au lieu de 3 % durant la même période de l’année 2023. Les activités non agricoles ont affiché une hausse en volume de 5,1 %, tandis que celles du secteur agricole ont enregistré une baisse de 5,2 %.**

**Cette croissance, tirée par la demande intérieure, a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l’inflation et d’aggravation du besoin de financement de l’économie nationale.**

### Une croissance économique soutenue par les activités non agricoles

**La valeur ajoutée du secteur secondaire** en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs), a réalisé une augmentation de 7,6% au troisième trimestre 2024 au lieu de 1,1% durant la même période en 2023. Ceci a été le résultat de la hausse des valeurs ajoutées:

* de l’industrie d’extraction de 15,9% au lieu d’une baisse de 3,3%;
* des industries manufacturières de 7,5% au lieu de 1,8%;
* du bâtiment et travaux publics de 6,9% au lieu de 0,9%;
* de l’électricité, gaz, eau, assainissement et déchets  de 3,4% au lieu de 1,5%.

De son côté**, la valeur ajoutée du secteur tertiaire** a affiché une hausse de son taux d’accroissement passant de 3,6% le même trimestre de l’année précédente à 3,8%. Elle a été marquée par l’amélioration des activités:

* du transport et entreposage de 4% au lieu de 3,1%;
* des services rendus par l’administration publique générale et la sécurité sociale de 3,7% au lieu de 1,5%;
* du commerce et réparation de véhicules de 3,2% au lieu de 1,9%;

et le ralentissement des activités :

* de l’hébergement et restauration à 11,2% au lieu de 12,5%;
* de la recherche et développement et services rendus aux entreprises à 4,8% au lieu de 5,4%;
* des services financiers et assurances à 3,1% au lieu de 4,1%;
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 2,5% au lieu de 3,2%;
* des services immobiliers à 1,8% au lieu de 3%;
* de l’information et communication à 0,3% au lieu de 2,5%.

De ce fait, la valeur ajoutée du secteur non agricole a connu une augmentation de 5,1% durant le troisième trimestre 2024 au lieu de 3,1% une année auparavant.

En revanche, **la** **valeur ajoutée du secteur primaire**, a enregistré une baisse de 4,1% au lieu d’une hausse de 3,8% le même trimestre de l’année précédente. Ceci s’explique par la baisse de l’activité de l’agriculture de 5,2% au lieu d’une hausse de 0,9% et par la hausse de celle de la pêche de 12% au lieu de 71,6%.

Dans ce contexte, et compte tenu de l’accroissement du volume des impôts sur les produits nets des subventions de 8% au lieu de 4,2%, **le Produit Intérieur Brut a affiché une croissance de 4,3%** au lieu de 3% durant le troisième trimestre de l’année 2023.

**Net ralentissement du niveau général des prix**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 6% au lieu de 10,2% au troisième trimestre 2023 dégageant ainsi un ralentissement du niveau général des prix à 1,7% au lieu de 7,2% le même trimestre de l’année précédente.

**Hausse de la demande intérieure**

La demande intérieure a enregistré une augmentation de son taux d’accroissement de 6,3% au troisième trimestre 2024 au lieu de 4,2% la même période de l’année 2023, avec une contribution à la croissance économique nationale de 6,9 points.

C’est ainsi que l’investissement brut (formation brute de capital fixe, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a connu une forte hausse de son taux d’accroissement passant de (-3,5%) en troisième trimestre 2023 à 13,5%, contribuant ainsi à la croissance économique de 3,7 points au lieu d’une contribution négative de 1,2 point.

De son côté, les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché une augmentation de 3,9% au lieu de 8,1%, avec une contribution à la croissance de 2,4 points. De même, la consommation finale des administrations publiques a enregistré une hausse de 3,8% au lieu de 3,9% la même période de l’année précédente, avec une contribution à la croissance économique de 0,7 point.

**Une contribution négative des échanges extérieurs**

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services ont affiché une hausse de 12,9% au lieu de 8,6%, avec une contribution négative à la croissance économique de 6,9 points au lieu d’une contribution négative de 5 points le même trimestre de l’année dernière. De leurs côté, les exportations ont enregistré une augmentation de 9,8% au lieu de 7,2%, avec une contribution à la croissance économique de 4,4 points au lieu de 3,4 points durant la même période de l’année passée.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, au troisième trimestre 2024, une contribution négative à la croissance économique, se situant à (-2,5) points au lieu (-1,6) points une année passée.

****Hausse du besoin financement de l’économie nationale****

Avec la hausse de 6% du PIB aux prix courants et la baisse de 3,3% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible s’est accru de 5,4% au troisième trimestre 2024 au lieu de 9% le même trimestre de l’année précédente.

Compte tenu du ralentissement de la consommation finale nationale en valeur à 5% au lieu d’une hausse de 9,7% enregistrée une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 26,9% du PIB au lieu de 26,7%.

L’investissement brut (formation brute de capital fixe, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 30,7% du PIB au lieu de 28,5% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une hausse, passant de 1,8% du PIB à 3,8%.

*En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du troisième trimestre 2024.*

